

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société PIERRE BRABANT
des prescriptions complémentaires relatives à la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à TRESSIN**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu les arrêtés préfectoraux relatifs aux activités exercées par la société PIERRE BRABANT, dont le siège social est situé 25 route nationale à 59152 TRESSIN concernant son établissement situé à la même adresse, notamment l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 autorisant la poursuite d'exploitation du site et l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2020 imposant à la société PIERRE BRABANT des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation du site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu les dossiers de porter à connaissance déposés par la société PIERRE BRABANT portant respectivement sur le parc à fûts et la chaudière 4 (indice 003 de juin 2018), sur l'extension du nouveau parc à fûts (indice 001 de juillet 2023), sur le nouvel ensemble de distillation (indice 003 de mars 2022), sur la nouvelle installation de régénération 14, la TAR5 et 12 nouvelles cuves de stockage (indice 001 de juillet 2023 complété en juillet 2025), la nouvelle installation 15 de régénération et 8 nouvelles cuves de stockage (indice 001 d'août 2025) ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 4 décembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Vu le rapport du 9 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que :

1. le dépôt successif des différents dossiers de porter connaissance susvisés ne permet pas une analyse globale de l'ensemble des impacts présentés par les modifications successivement apportées ou projetées au sein de l'établissement de TRESSIN au regard des risques chroniques et accidentels ;
2. les éléments fournis par le pétitionnaire ne permettent pas de déterminer si les installations exploitées sur le site de TRESSIN répondent aux règles de dépassement direct seuil bas ou dépassement direct seuil haut définies à l'article R. 511-11 du code de l'environnement ;
3. les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2020 qui précisent que « *l'étude de dangers est réalisée dans un document unique à l'établissement [...]* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société PIERRE BRABANT, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 25 route nationale 59152 TRESSIN est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté et demeurent entièrement applicables.

Article 2 - Dossier d'actualisation des impacts

Dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet en préfecture du Nord un dossier analysant les impacts cumulés de l'ensemble des installations modifiées ou projetées de son établissement de 59152 TRESSIN au regard des risques chroniques et accidentels, en application des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Une étude de dangers consolidée est en particulier attendue.

Ce dossier porte sur l'ensemble du périmètre de l'établissement réglementé par les décisions préfectorales précitées.

Article 3 – Sanction

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de TRESSIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de TRESSIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2026>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **13 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

